

Note d'information

Performance des marchés des capitaux en France - chiffres de l'AFME 2021

Octobre 2021

Faits marquants :

- La France a émis le **plus grand volume d'obligations ESG (vertes + sociales + durables)** que n'importe quel pays européen au premier semestre 2021 (61,1 Mds EUR), sur l'ensemble de l'année 2020 (80,0 Mds EUR) et durant chaque année depuis 2017.
Au premier semestre 2021, la France représentait 28,8 % des émissions ESG totales en Europe. Par ailleurs, les émissions ESG ont représenté 18,7 % (61,3 Mds EUR) du total des émissions obligataires (ESG + non ESG) en France contre 12,9 % en 2020 et 5,7 % en 2019.
- En France, les **émissions sur les marchés des capitaux ont représenté 38,0 Mds EUR** au premier semestre 2021, soit une baisse de 37 % (sur une base annuelle) par rapport à 2020. Cette baisse s'explique par la diminution des émissions d'obligations, partiellement compensée par une augmentation des financements en fonds propres.
- La France a été le deuxième pays, après l'Italie, à **proposer le plus grand nombre d'instruments relevant du Fonds européen d'investissement à long terme (ELTIF) pour le financement des PME**, en commercialisant 20 instruments sur son territoire.
(Les ELTIF constituent des produits de fonds visant à promouvoir des placements sur les marchés de la dette et des actions plus importants dans des PME non cotées. Bien que le règlement ELTIF ait été adopté en 2015, seuls 41 fonds sont actuellement commercialisés en UE.)
- Les flux record de capital-risque (5,8 Mds EUR)** au premier semestre 2021 ont permis aux PME françaises de bénéficier d'une quantité plus importante de nouveaux financements en provenance de capitaux privés au cours du premier semestre 2021 qu'au cours de toute autre période annuelle. En tenant compte des autres sources de financement, comme les investisseurs providentiels, elles ont pu bénéficier d'un capital-risque total de 6,7 Mds EUR.

ICP	Performance mesurée par cet indice	Position de la FR au sein de l'UE + ROYAUME-UNI		
		2021	2020	2019
Finance de marché	Capacité des entreprises à lever des capitaux sur les marchés boursiers	9	4	3
Marché de l'investissement des ménages	Disponibilité de l'épargne des investisseurs de détail pour soutenir le financement de marché	7	6	6
Produits ELTIF	Disponibilité des produits de fonds visant au financement de projets à long terme et des PME	2	-	-
Cession de prêts	Capacité à transformer les prêts bancaires en instruments de marchés des capitaux (opérations de titrisation, d'obligations garanties et de prêts)	7	11	17
FinTech	Capacité des pays de l'UE à mettre en place un écosystème FinTech adéquat	15	12	12
Finance ESG	Labels des marchés des obligations durables	1	5	8

Association for Financial Markets in Europe

Bureau de Londres : 39th Floor, 25 Canada Square, London E14 5LQ, Royaume-Uni T : +44 (0)20 3828 2700

Bureau de Bruxelles : Rue de la Loi 82, 1040 Bruxelles, Belgique T : +32 (0)2 788 3971

Bureau de Francfort : Bürohaus an der Alten Oper, Neue Mainzer Straße 75, 60311 Frankfurt am Main, Allemagne T : +49 (0)69 153 258 967

www.afme.eu

Capital-risque avant introduction en bourse	Mesure dans laquelle les sociétés non cotées ont accès au financement de l'innovation	14	12	10
Retenues à la source	Mesure dans laquelle le système fiscal facilite l'investissement transfrontalier	16	-	-
Intégration intra-européenne	Intégration des marchés des capitaux en Europe	19	19	20
Intégration mondiale	Intégration des marchés des capitaux avec le reste du monde	17	12	10
Classement moyen	Classement moyen sur l'ensemble des indicateurs	7	4	4

Indicateur Finance de marché

- Les émissions sur les marchés des capitaux ont diminué en France au cours du premier semestre 2021, le financement de marché a représenté 18,2 % des financements des sociétés non financières (NFC), contre 20,4 % en 2020 et 22,0 % en 2019. Ce chiffre s'explique par une baisse des émissions sur les marchés de la dette, partiellement compensée par une augmentation des financements en fonds propres.

Émission d'actions

- 1,1 Md EUR de produits d'introductions en bourse ont été émis sur les bourses françaises au S1 2021, soit une hausse annualisée de 1 062 % par rapport à 2020, année au cours de laquelle le marché des introductions en bourse s'est avéré atone du fait des perturbations liées à la pandémie. Par rapport à 2019 (période qui a précédé la pandémie), les introductions en bourse ont reculé de 23 % (sur une base annuelle).
- Les émissions sur le marché secondaire en France ont progressé de 13 % sur une base annuelle, à 3,2 Mds EUR, de janvier à juin, par rapport à 2020. Par rapport à 2019, l'émission de placements sur le marché secondaire s'est inscrite en hausse de 216 % (sur une base annuelle).

Émission de dette

- Au cours du S1 2021, 18,6 Mds EUR d'obligations de la catégorie Investissement (Investment Grade) ont été émises, ce qui représente une baisse annualisée de 61 % par rapport à 2020 et de 53 % par rapport à 2019.
- Les émissions d'obligations à haut rendement ont nettement augmenté, signant une hausse de 83 % (sur une base annuelle) au S1 2021 par rapport à 2020. Elles ont progressé de 68 % par rapport à 2019. En revanche, les émissions d'obligations convertibles ont reculé de 44 % (sur une base annuelle) au S1 2021 par rapport à 2020, et enregistrent une baisse de 16 % par rapport à 2019.

Émission de prêts bancaires

- La France a enregistré une baisse en termes de création de nouveaux prêts bancaires au S1 2021, par rapport à 2020 (baisse annualisée de 28 %) et, dans une moindre mesure, 2019 (période précédant la pandémie).

Indicateur Cession de prêts

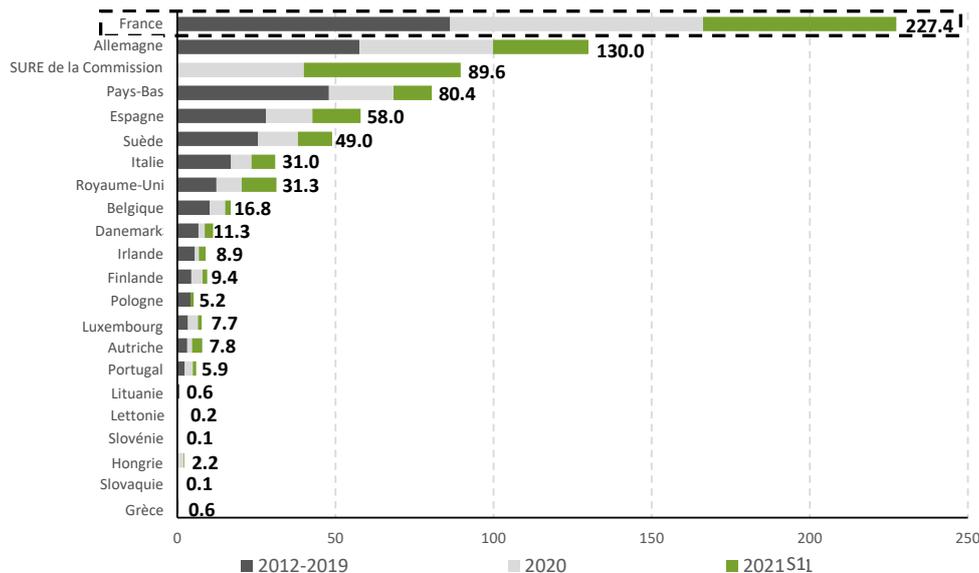
- En France, la part des prêts cédés dans les instruments de marchés des capitaux a légèrement augmenté au S1 2021 sous l'effet d'une hausse des émissions totales de titrisation (placées + retenues), qui progressent de 16 % (sur une base annuelle) par rapport à 2020, mais reculent de 9 % par rapport à 2019.
- Les ventes de portefeuilles de prêts ont augmenté de 56 % (sur une base annuelle) en France au S1 2021, les volumes demeurant néanmoins faibles à 0,4 Md EUR.

Indicateur Finance ESG

- Les émissions ESG en France ont fortement augmenté au cours du S1 2021 sous l'effet d'une hausse des émissions d'obligations sociales, en progression de 83 % (sur une base annuelle) depuis 2020, les émissions s'élevant à 37,7 Mds' EUR entre janvier et juin 2021. Les émissions d'obligations sociales ont constitué la principale catégorie ESG en France, représentant 62 % du total des émissions ESG au S1 2021, contre 52 % en 2020. Les émissions d'obligations vertes, qui se sont élevées au total à 18,9 Mds EUR, s'inscrivent en hausse de 16 % (sur une base annuelle), tandis que les émissions d'obligations durables ont progressé de 47 % (sur une base annuelle) avec des émissions à hauteur de 4,5 Mds EUR au S1 2021.

- Grâce à la hausse des émissions ESG, la valeur de l'indice de finance durable de la France n'a jamais été aussi élevée.
- La France a représenté 28,8 % du total des émissions d'obligations ESG en Europe (UE + Royaume-Uni) au S1 2021, contre 32,6 % en 2020, compte tenu des autres volumes importants émis par l'Allemagne, la Commission européenne, l'Italie et le Royaume-Uni.

Émissions d'obligations ESG par les pays de l'UE, en milliards d'euros (2012-2019, 2020, S1 2021)



Indicateur Produits d'investissement

- La France a proposé le deuxième plus grand nombre d'instruments ELTIF au sein des pays européens (après l'Italie) avec la commercialisation de 19 instruments sur le marché local.

Indicateur Capital-risque avant introduction en bourse

- Les flux record de capital-risque enregistrés au S1 2021 ont permis aux PME françaises de bénéficier d'une quantité plus importante de nouveaux financements en provenance de capitaux privés au cours du premier semestre 2021 qu'au cours de toute autre période annuelle. Si les tendances actuelles persistent, les flux de financement devraient plus que doubler en 2021 par rapport à 2020.
- 10 % des financements accordés aux PME françaises proviennent du capital-risque (capital-risque, fonds de financement de la croissance par le capital-investissement, investisseurs providentiels et financement participatif) en 2021. À titre de comparaison, ce chiffre s'élevait à 3 % en 2020.
- En raison de la forte augmentation de l'investissement en capital-risque dans d'autres pays européens, la France a été rétrogradée de la 12^{ème} place qu'elle occupait en 2020 à la 14^{ème} place au premier semestre 2021.